

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une foi

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
(INSTAT)**

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

« KHI-DEUX »

N°49 – Avril à Juin 2025

**AZITHROMYCINE : Un programme au service de la survie
infantile**



Edition du 20 Juillet 2025



KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°49 – Avril à Juin 2025

Page 2

Edition du 20 Juillet 2025

SOMMAIRE :

- ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS
- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL :
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ CPS
 - ◇ OBSERVATOIRES
- LES UTILISATEURS ET NOUS

Edition du 20 Juillet 2025

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

Sigle	Définition
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
AVASAN	Agence de Veille et d'Alerte en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CAPI	Computer Assisted Personal Interview (enquête assistée par ordinateur)
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSPRO	Census and Survey Processing System (logiciel de traitement des données d'enquêtes)
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
DCPND	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation
DGSHP	Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique
DHIS2	District Health Information Software 2 (Système d'Information Sanitaire 2)
DNEF	Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental
DNESG	Direction Nationale de l'Enseignement Secondaire Général
DNETP	Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel
DNPGCA	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPD-PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
EDSM	Enquête Démographique et de Santé du Mali
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération Internationale Allemande pour le Développement)
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Edition du 20 Juillet 2025

Sigle	Définition
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
ONDD	Observatoire National du Dividende Démographique
PASEC	Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la CONFEMEN
PASEM II	Programme d'Appui au Secteur Éducation et à la Mobilité (phase II)
PDREAS	Programme de Développement Rural et d'Appui aux Services
PHASAO	Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre
PRODEJ	Programme de Développement de la Justice
PRODESS	Programme de Développement Socio-Sanitaire du Mali
RGA	Recensement Général Agricole
REACH-Mali/ REACH	Reducing Early Childhood Mortality through Azithromycin in Children (Programme national de distribution de l'azithromycin)
RGPH5	Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SATFPSI	Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure
SCI	Secteur Coopération et Intégration
SCJ	Secteur Culture et Jeunesse
SDR	Secteur Développement Rural
SDS	Schéma Directeur de la Statistique
SE	Secteur Éducation
SICAEP	Secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Entrepreneuriat, Promotion des Investissements et du Privé
SJ	Secteur Justice
SME	Secteur Mines et Énergie
SS DS PF	Secteur Santé, Développement Social et Promotion de la Famille
SEEUDE	Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°49 – Avril à Juin 2025

Page 5

EDITORIAL

La vitalité du SSN du Mali bien visible avec sa diversité d'activités statistiques



Dr Arouna SOUGANE, DG de l'INSTAT

Ce numéro du KHI DEUX illustre une conviction forte : mieux connaître notre réalité nationale et agir pour la

Par la présente production du bulletin trimestriel KHI-DEUX, l'INSTAT poursuit son engagement de rendre compte de la vitalité et de la diversité des activités statistiques au Mali. Depuis plus d'une décennie, cette publication s'impose comme un miroir des efforts déployés par les structures nationales et régionales pour produire, valoriser et diffuser des données fiables, au service de la décision publique et du développement. Le trimestre écoulé a été marqué par des avancées notables. Dans le secteur de la santé, le

programme REACH-Mali, en administrant l'azithromycine aux enfants de moins de cinq ans, a confirmé son impact positif sur la réduction de la mortalité infantile. Dans le domaine de la justice, l'adoption d'un Programme Décennal ambitieux ouvre la voie à une refondation profonde du système judiciaire. De même, le secteur rural a bénéficié d'importantes opérations de collecte et de planification agricole, renforçant les bases d'une sécurité alimentaire durable.

Les DRPSIAP n'ont pas été en reste : qu'il s'agisse de disséminer les résultats du RGPH5, de diagnostiquer les plans de développement locaux, ou d'accompagner la gestion des crises, elles témoignent d'un engagement continu en faveur de la gouvernance territoriale. Les observatoires, pour leur part, poursuivent l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle des enfants, le suivi du dividende démographique, ou encore l'étude du marché du travail.

L'ensemble de ces initiatives traduit une dynamique collective : celle d'un système statistique national qui se modernise, se numérise et s'ouvre à la coopération régionale et internationale. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires, climatiques et socio-économiques, la statistique apparaît plus que jamais comme un instrument de résilience et de pilotage. Ce numéro illustre une conviction forte : mieux connaître notre réalité nationale, c'est déjà agir pour la transformer.

DOSSIER DU TRIMESTRE

AZITHROMYCINE : Un programme au service de la survie infantile



La Ministre de la santé au lancement du programme REACH-Mali, édition 2025

« REACH-Mali est exécuté de manière périodique, avec une fréquence biannuelle, conformément aux standards internationaux »

Depuis son lancement, le programme REACH-Mali (Reducing Early Childhood Mortality through Azithromycin in Children) s'est imposé comme une initiative innovante dans le paysage de la santé publique nationale. Porté par la Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique (DGSHP), ce programme vise à réduire significativement la mortalité infantile en administrant de façon ciblée l'antibiotique azithromycine aux enfants de moins de cinq ans.

Le programme REACH-Mali est né d'une série de constats épidémiologiques alarmants sur les taux élevés de mortalité infantile dans plusieurs régions du pays. Inspiré par les résultats positifs d'essais cliniques menés dans d'autres pays du Sahel, le programme a été introduit dans le cadre d'une politique nationale de santé axée sur la prévention, en particulier dans les zones à forte vulnérabilité.

Conformément à sa mission, la DGSHP a intégré REACH-Mali dans les stratégies opérationnelles du ministère de la Santé, avec une attention particulière portée à la couverture territoriale, à la qualité des soins communautaires et à l'équité dans l'accès aux interventions.

Méthodologie et fréquence de l'intervention

REACH-Mali est exécuté de manière périodique, avec une fréquence biannuelle (deux fois par an), conformément aux standards internationaux. L'approche méthodologique repose sur :

- Une distribution communautaire de masse de l'azithromycine ciblant les enfants de 1 à 59 mois ;
- Un partenariat avec les centres de santé communautaires (CSCOM) pour garantir la chaîne logistique et la supervision technique ;
- Un système de collecte de données en temps réel pour l'évaluation de l'impact, grâce à l'implication du Système d'Information Sanitaire du Mali (DHIS2).

DOSSIER DU TRIMESTRE

AZITHROMYCINE : Un programme au service de la survie infantile

Cette approche intégrée permet de suivre de près les indicateurs de santé infantile, notamment les cas de mortalité liés aux infections respiratoires, à la diarrhée ou au paludisme, principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans.

Des résultats encourageants sur le terrain

Les premières évaluations du programme ont révélé des résultats positifs et mesurables. Dans plusieurs zones d'intervention, la mortalité infantile a connu une baisse sensible, allant jusqu'à 15 % dans certaines localités rurales, où les enfants sont souvent les plus exposés aux pathologies évitables. Ces résultats confortent les autorités sanitaires dans la pertinence du programme et ouvrent la voie à son extension progressive à d'autres zones du pays.

Un impact reconnu sur les indicateurs de développement humain

Les données issues de REACH-Mali contribuent à nourrir la réflexion stratégique sur le développement humain. En renforçant l'offre de soins de santé primaire, le programme participe à l'atteinte des Objectifs de Dé-

veloppement Durable, notamment l'ODD 3 relatif à la bonne santé et au bien-être.

Des recommandations pour un impact durable

Interrogée sur les perspectives du programme, la DGSHP recommande :

- Un engagement renforcé des collectivités territoriales, notamment pour appuyer la mobilisation communautaire ;
- Une sécurisation des financements afin de garantir la régularité des campagnes de distribution ;
- Une coordination intersectorielle, en lien avec les autres interventions en nutrition, eau, assainissement et éducation sanitaire.

REACH-Mali illustre parfaitement la synergie entre données scientifiques, volonté politique et action communautaire. En misant sur une approche rigoureuse et inclusive, ce programme contribue concrètement à réduire les inégalités d'accès à la santé et à sauver des vies, particulièrement dans les zones rurales les plus pauvres, là où les services de base font encore défaut.

Le défi reste immense, mais les résultats obtenus laissent espérer une avancée significative vers un Mali plus juste et plus sain pour ses enfants.

« Les données issues de REACH-Mali contribuent à nourrir la réflexion stratégique sur le développement humain »



La fondation Bill Gate est un partenaire stratégique de cette opération

ZOOM SUR...

AVASAN : Un nouvel outil stratégique pour prévenir les crises alimentaires



Dr Soumaila DIARRA, DG AVASAN

Créée en juin 2024, l'Agence de Veille et d'Alerte en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AVASAN) devient le pilier du gouvernement malien pour anticiper et gérer les risques de crise alimentaire. Issue de la fusion du Système d'Alerte Précoce et de l'Observatoire des Marchés Agricoles, elle incarne une volonté de modernisation et de coordination renforcée dans un pays où la sécurité alimentaire reste un enjeu majeur.

Le Mali dispose désormais d'une nouvelle structure pour renforcer son dispositif national de sécurité alimentaire : l'Agence de Veille et d'Alerte en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AVASAN). Officiellement instituée par le décret n°2024 - 0381/PT - RM du 28 juin 2024, l'AVASAN résulte de la fusion du Système d'Alerte Précoce (SAP), mis en place en 1986, et de l'Observatoire du Marché Agricole (OMA), créé en 1998. Placée sous la tutelle du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, l'Agence est basée à Bamako, avec des antennes régionales sur l'ensemble du territoire national. Elle a pour mission de surveiller en permanence la situation alimentaire et nutritionnelle, d'analyser les données, d'émettre des alertes en cas de risque de crise et de proposer des mesures concrètes au Gouvernement.

Concrètement, l'AVASAN mène des études et enquêtes, identifie les zones vulnérables, évalue l'impact des aléas climatiques ou économiques sur la sécurité alimentaire et développe des actions de formation et de sensibilisation. L'agence entretient également des partenariats avec des organismes similaires en Afrique et dans le monde.

Son organisation repose sur une Direction structurée en bureaux et divisions techniques: accueil et orientation du public, gestion informatique et documentaire, administration et finances, mais aussi veille et suivi des campagnes agricoles, études et prévisions, communication et formation, ainsi que suivi des marchés et des stocks alimentaires. Ce dispositif permet de croiser les données issues du terrain et d'anticiper les signaux de vulnérabilité.

Avec cette création, le Mali franchit une étape importante dans la modernisation de son système de veille et d'alerte. L'AVASAN se positionne comme un instrument stratégique d'anticipation et d'action, essentiel pour renforcer la résilience du pays face aux crises alimentaires et nutritionnelles.

Instituée par le décret n°2024 - 0381/PT - RM du 28 juin 2024, l'AVASAN résulte de la fusion du Système d'Alerte Précoce et de l'Observatoire du Marché Agricole.

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Institut National de la Statistique (INSTAT)



Principales activités réalisées par l'INSTAT au 2^{ème} trimestre 2025

N°	Libellé de l'activité	Objectifs (principal et spécifiques)	Date et lieu de réalisation
1	Collecte de données de la cartographie de l'Equête Harmonisé sur les conditions de Vie des Ménages, 3 ^{ème} édition	Collecte de données	01 au 30 Mars 2025, toutes les régions
2	Renforcement de capacités des points focaux dans le cadre de la préparation de la revue annuelle 2025 du SDS 2020-2024	Renforcer les capacités du Comité préparatoire à l'utilisation des outils de collecte et de saisie	Du 02 au 04 Avril à Bamako
3	Atelier national d'élaboration des objectifs opérationnels et les résultats attendus du 4 ^{ème} SDS 2025-2029	Définir les objectifs opérationnels et les résultats du SDS IV	Les 03 et 04 Avril 2025 à Bamako
4	Formation des points focaux du bulletin trimestriel KHI-DEUX	Actualiser le questionnaire de collecte et former l'équipe KHI-DEUX aux outils de collecte et aux techniques de traitement des informations	Du 14 au 18 Avril 2025 à Bamako
5	Collecte des données EMOP-PDI	Collecter des données dans les camps ou sites de déplacés internes	Avril 2025 dans certaines régions
6	Atelier d'exploitation des données de l'EHCVM 2025-2026	Renforcement des capacités des agents sur l'exploitation des données	Du 11 au 27 avril 2025 à Koulikoro
7	Travaux préparatoires du volet prix de l'EHCVM 2025-2026.	Identification des points de vente	14 au 21 avril 2025 à Sikasso, Kayes, Ségou, Mopti, Koulikoro

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Institut National de la Statistique (INSTAT)

Principales activités réalisées par l'INSTAT au 2^{ème} trimestre 2025

(suite)

N°	Libellé de l'activité	Objectifs (principal et spécifiques)	Date et lieu de réalisation
8	Traitement et analyse des données de la première enquête sur le commerce transfrontalier non enregistré des marchandises	Renforcement des capacités des agents sur le traitement et d'analyse des données	13 au 26 avril 2025 à Koulikoro
9	Répertorier les différentes sites et campements de pêche	Préparation d'une enquête sur la pêche	16/04/2025
10	Passage 1 de l'EMOP-2025	Collecte des données	22 avril au 06 mai 2025, toutes régions
11	Collecte et de saisie de l'IHPC.	Collecte et saisie des données	Du 21 au 14 Mai 2025, toutes les régions
12	Atelier de maintenance du Site Web.	Renforcement des capacités sur la maintenance du Site Web	Du 11 au 20 Mai 2025 à Ségou
13	Formation des agents et supervision de l'Enquête sur les Déchets Solides Municipaux (DSM)	Réaliser la collecte de l'EDM	Du 11 au 22 Mai 2025, toutes les régions
14	Passage 2 de l'EMOP 2025	Collecter des données	Du 26 Mai 2025, toutes les régions
15	Atelier d'élaboration de l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle au Mali	Elaborer le rapport	20 au 31 Mai 2025 à Koulikoro
16	Atelier de finalisation du répertoire des localités du Mali.	Elaborer le repertoire des localités sur la base des données du RGPH5	27 au 31 Mai 2025 à Koulikoro
17	Atelier de formation des agents enquêteurs et contrôleurs de l'Enquête Cadre « Pêche artisanale continentale » au Mali 2025	Identifier les types de pratiques de pêche artisanale et recenser l'ensemble des engins utilisés dans le cadre des activités de pêche	Du 16 au 20 Juin 2025 à Bamako
18	Atelier de dissémination des résultats du RGPH5	Partager les résultats du RGPH5 avec les acteurs de développement	Du 22 au 24 Juin 2025, Koulikoro
19	Elaboration des comptes Economiques Environnementaux.	Finaliser le rapport d'enquête	29 Juin au 10 Juillet 2025 à Koulikoro

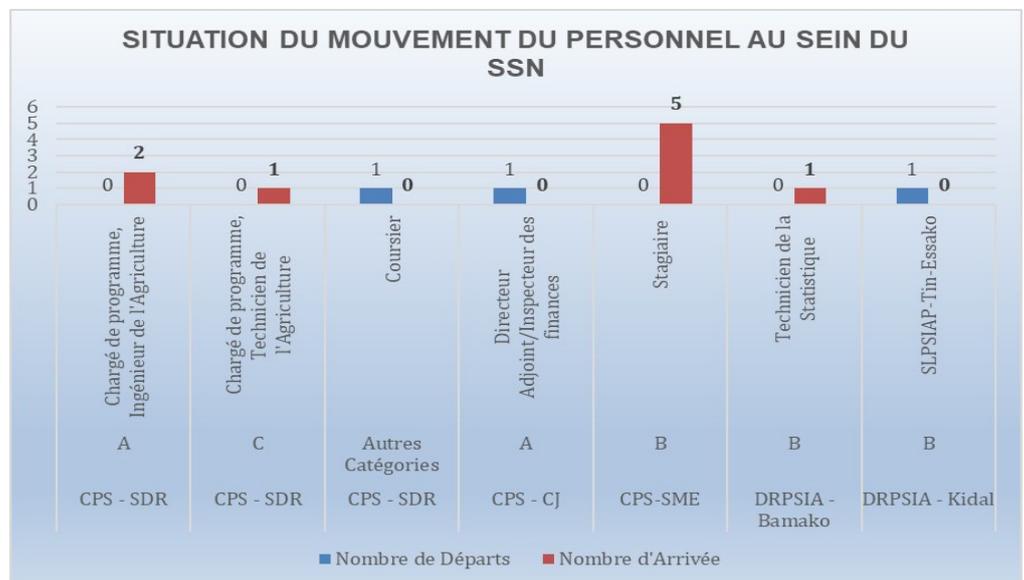
ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

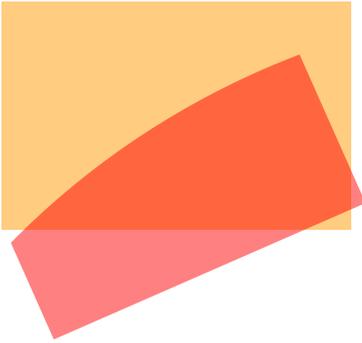
Mouvement du personnel au sein du SSN, 2^{ème} trimestre 2025

Missions externes réalisées par l'INSTAT

N°	Thème	Lieu	Date
1	Formation des membres du Secrétariat Technique de la Revue annuelle du SDS sur l'Analyse et Gestion des Risques	Casablanca (Maroc)	05 au 13 avril 2025
2	Participation au séminaire de renforcement de capacités sur le basculement et l'élaboration des états financiers	Dakar (Sénégal) Abidjan (Côte d'Ivoire)	06 au 10 avril 2025 ; 09 au 20 avril ; 13 au 18 avril
3	Participation à la première réunion Hybride du Groupe Technique Spécialisé sur les Classifications Statistiques (STG12-Class).	Libreville (Gabon)	27 avril au 01 mai 2025
4	Participation à l'atelier de Dialogue sur les politiques et stratégies d'Intelligence Artificielle et Science Technologie et Innovation : recadrer le discours de l'IA en Afrique pour en optimiser l'impact	Abuja (Nigéria).	27 au 31 mai 2025
5	Participation à l'atelier de validation du Guide Méthodologique de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) au sein des Etats de l'Afrique de l'Ouest.	Banjul (Gambie)	09 au 15 juin 2025
6	Participation à l'atelier de formation sur le traitement des données du volet enquête sur les Unités Non Standards de l'EHCVM	Cotonou (Benin)	15 au 21 juin 2025

Départs et arrivés au sein des structures du SSN





ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

1. CPS-SCI : Participation à la validation des documents budgétaires

Onze (11) CPS couvrent l'ensemble des secteurs socioéconomique du pays. Ces CPS sont chargées dans leur secteur de coordonner la production de l'information statistique, réaliser les études de base et diffuser leurs résultats

La CPS/SCI a participé à l'atelier de validation finale du Rapport Annuel de Performance (RAP) 2024 et du Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP 2026-2028) du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale. Cette activité s'est tenue le 15 mai 2025 à Koulouba dans la salle de Conférence dudit Ministère.

Organisé par la Direction des Finances et du Matérielle, l'atelier avait pour objectif la validation finale du Rapport Annuel de Performance (RAP) 2024 et du Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP 2026-2028).

Financée sur le budget d'Etat, la réunion a regroupé les toutes structures du Département et des représentants de la Direction Générale du Budget.

Au-delà de cet atelier, la CPS/SCI a également participé à :

- L'atelier de validation finale du Rapport An-

nuel de Performance (RAP) 2024 et le rapport de 25^{ème} revue des projets/programmes du Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine ;

- L'atelier de validation du Plan d'action national de mise en œuvre du Programme d'Action de Doha en faveur des Pays les Moins Avancés pour la décennie 2022-2031 ;

- L'atelier de validation des outils de collecte de l'étude portant sur le thème « Evaluation de la production artisanale de l'or et de son impact sur le bien-être des populations ».

2. CPS-SE : Engagement réaffirmé pour une éducation de qualité grâce aux statistiques

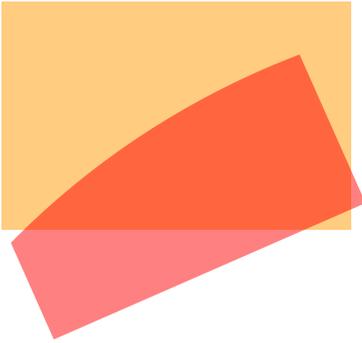
Dans le cadre de l'amélioration du Système d'Information pour la Gestion de l'Éducation (SIGE), la CPS/SE a piloté, du 15 au 22 juin 2025, une mission de collecte électronique des données sur les écoles en situation d'urgence dans l'Académie d'enseignement de Ségou. Cette initiative pilote, financée par le projet DEFI, visait à moderniser le système de collecte de données du Fondamental I via le

portail de l'éducation. Plusieurs structures de l'éducation, notamment la DNEF, la DNESG et la DNETP, ont été mobilisées pour encadrer les travaux, assurant un suivi rigoureux au niveau des centres d'animation pédagogique et académique d'enseignement.

Plus tôt, du 7 au 13 mai 2025, une autre mission de suivi a été organisée dans le but de tester l'efficacité de l'outil de collecte. Cette mission a également permis de sensibiliser les acteurs locaux à l'importance des statistiques fiables pour la planification éducative.

Par ailleurs, dans une dynamique de professionnalisation, la CPS/SE a tenu à Bamako, du 30 juin au 4 juillet 2025, un atelier de formation destiné à ses agents. Financé par le PHASAO, cet atelier animé par des cadres de l'INSTAT a porté sur la définition, les méthodes de calcul et l'analyse des indicateurs usuels dans le domaine de l'éducation.

À travers ces activités, la CPS/SE confirme son rôle stratégique dans la production et l'analyse de données, au service d'une éducation plus inclusive et plus efficace au Mali.



la CPS/SE confirme son rôle stratégique dans la production et l'analyse de données éducatives fiables, au service d'une éducation plus inclusive et plus efficace au Mali

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

3. CPS-SEEUDE : Le bilan des actions du 2ème trimestre 2025 dressé

La Cellule de Planification et de Statistique du Secteur de Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat (CPS/SEEUDE) a publié son rapport trimestriel couvrant la période du 1er avril au 30 juin 2025. Ce document met en lumière les réalisations et les contributions majeures de la structure aux côtés de ses partenaires.

Par ailleurs, plusieurs ateliers ont été organisés, notamment à Koutiala et à Koulikoro, pour valider les

outils de collecte et les rapports provisoires liés à l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement dans un contexte de résilience climatique.

Enfin, le trimestre a été enrichi par des appuis techniques reçus, notamment la formation des agents à l'utilisation de l'outil KoBoToolbox pour la collecte et l'analyse des données, ainsi que par des missions de suivi-évaluation dans le cadre du PHASAOC.

4. CPS/SS-DS-PF: Validation des annuaires 2023 et 2024 du Système information Hospitalier

Le 22 mai 2025 s'est tenu à Katibougou, l'atelier d'élaboration et

de validation des annuaires statistiques 2023 et 2024 du Système d'Information Hospitalier. Ledit atelier a été organisé par la CPS/SS DS PF, avec l'appui financier de la Banque Mondiale à travers le projet Appui au Renforcement des Institutions du Secteur de la Santé.

Ont pris part à cet atelier les représentants des structures du niveau National, les représentants des hôpitaux de 3^{ème} et de 2^{ème} référence.

L'objectif était d'élaborer et valider les annuaires statistiques 2023 et 2024 du Système d'Information Hospitalier. Résultat : les deux annuaires statistiques 2023 et 2024 du Système d'Information Hospitalier ont été validés.



Les infrastructures de rétention d'eau représentent des réponses idoines aux problèmes agricoles et électriques

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

5. CPS/SJ : Adoption d'un Programme Décennal de Développement du secteur Justice

Le ministère de la Justice a organisé, du 12 au 14 juin 2025 au CICB, un atelier national visant à valider un Programme Décennal de Développement du secteur de la Justice. Ledit programme couvre la période 2025-2034. Présidée par le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, de la Loi d'Orientation et de Programmation pour la Justice 2020-2024.

Le nouveau programme s'inscrit dans la dy-

namique de refondation de l'État impulsée par le Président de la Transition, le Général Assimi Goïta, avec pour ambition de bâtir une justice plus accessible, crédible et indépendante. Ce programme repose sur cinq axes stratégiques : l'accès à la justice, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la protection des droits humains, la transparence, et la modernisation du système judiciaire.

Le plan d'actions quinquennal (2025-2029) du programme est estimé à 271,87 milliards de FCFA, avec un budget en progression, passant de 56,03 milliards en 2025 à

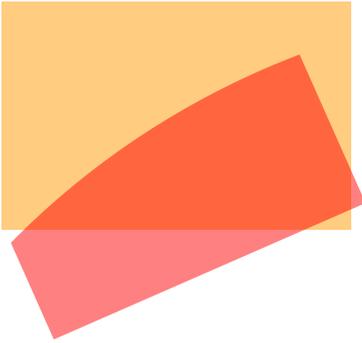
plus de 110 milliards en 2029.

Le ministre Kassogué a souligné les avancées de la programmation précédente : recrutement massif de personnel judiciaire, réhabilitation d'infrastructures et réforme du cadre législatif. Résultat : un regain de confiance des citoyens, avec un indice de satisfaction passant de moins de 30 % en 2020 à plus de 72 % en 2025.

L'atelier a rassemblé magistrats, syndicalistes, acteurs de la société civile, universitaires, et partenaires techniques. Ensemble, ils ont approuvé le plan d'action, le cadre de suivi-évaluation, la stratégie de mise en œuvre et le schéma de financement du programme. « Il s'agit d'un moment historique pour la justice malienne », a déclaré le ministre. Ce nouveau programme succède au PRODEJ (Programme de Développement de la Justice) adopté en 1998, et s'annonce comme une nouvelle fondation pour un service public de la justice plus fort et plus équitable.



Une vue de la salle de l'atelier national de validation du Programme Décennal de Développement du secteur de la Justice



La CPS-SDR a organisé une formation en CSPRO visant à renforcer les compétences des agents de la structure sur la maîtrise des outils de collecte CAPI, le déploiement et le paramétrage des applications statistiques. Cette activité s'inscrit dans une dynamique de digitalisation des outils de collecte et d'analyse des données agricoles

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

6. CPS/ SDR : : Des avancées majeures pour renforcer la gestion du secteur rural

La Cellule de Planification et de Statistique du secteur Développement Rural (CPS/SDR) a été particulièrement active, ce trimestre-ci, avec trois événements phares à sa corde : une formation technique en traitement de données, l'élaboration du plan de campagne agricole nationale et la collecte de données dans le cadre de la deuxième phase du Recensement Général de l'Agriculture (RGA).

Avec l'appui de la FAO, elle a été organisée, du 14 au 25 avril, une formation en CSPRO qui a permis de renforcer les compétences des agents de la structure sur la maîtrise des programmes sur les outils de collecte CAPI, le déploiement et le paramétrage des applications statistiques. Cette activité s'inscrit dans une dynamique de digitalisation des outils de collecte et d'analyse des données agricoles.

Aussi, le 6 mai 2025, ladite CPS a approuvé le Plan de Campagne Agricole. Cette démarche inclusive a rassemblé les principaux acteurs institutionnels et professionnels du secteur : la Primature, la Présidence, l'Assemblée

Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali, les ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et le Commissariat à la sécurité alimentaire avec pour objectif d'harmoniser les actions et d'optimiser les résultats.

Enfin, dans le cadre du Recensement Général de l'Agriculture, une vaste opération de collecte de données a été menée dans toutes les régions du Mali et le district de Bamako. Financé par la Banque mondiale, ce recensement vise à :

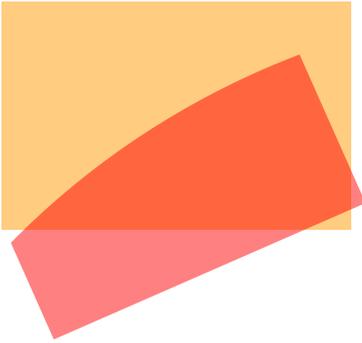
- Établir le répertoire des exploitations et entreprises agricoles ;
- Recenser les producteurs par filière (végétale, animale, halieutique) ;
- Inventorier le matériel agricole en vue de typologiser la mécanisation ;
- Cartographier toutes les parcelles agricoles, sites horticoles et campements de pêche
- Mettre en place un Système Permanent de Statistiques Agricoles.

Ces initiatives illustrent l'engagement continu de la CPS/SDR pour une agricul-

ture performante.

7. CPS/SATFPSI : Le rapport de la 25^{ème} revue des projets et programmes validé

La CPS-SATFPSI a organisé, le 28 avril 2025, un atelier de validation du rapport de la 25^{ème} revue des projets et programmes du secteur. Cette revue avait pour objectif principal d'évaluer l'état d'avancement physique et financier des projets et programmes. Le rapport examiné couvre l'année 2024. Y ont pris part, les cabinets ministériels, les services centraux, déconcentrés et rattachés du secteur, la société civile et les partenaires techniques et financiers. Par ailleurs, la CPS-SATFPSI a aussi approuvé, du 29 au 30 avril 2025 à Bamako, le rapport de la 14^{ème} revue sectorielle.



ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

La CPS-SATFPSI a organisé un atelier de validation du rapport de la 25ème revue des projets et programmes du secteur. Ce rapport vise à renforcer la transparence et l'efficacité de la gestion publique.

8. CPS/SICAIEPI : Renforcement des capacités des membres de la Cellule Technique du Climat des Affaires

La CPS/SICAIEPI a participé à un atelier de Renforcement des Capacités du Personnel de la Cellule Technique du Climat des Affaires et ses Partenaires sur la Budgétisation en Mode Programme et la Gestion Axée sur les Résultats du 10 au 14 juin à la dette publique. Cette formation a été financée par la BAD à travers le PACEM. Ont participé à cet atelier les cadres du Ministère de l'Industrie et du Commerce, du Ministère de l'Entrepreneuriat National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. L'objectif principal de l'atelier est de renforcer les compétences des participants en Budgétisation en Mode Programme / Gestion axées sur les résultats, notamment aux techniques d'élaboration et d'actualisation des principaux outils de mise en œuvre de budget-programmes à savoir : le DPBEP, le DPPD-PAP, le Rapport de suivi trimestriel, le Rapport Annuel de Performance, la lettre

de mission, le Contrat Annuel de Performance et la Charte de Gestion Ministérielle.

Objectifs spécifiques :

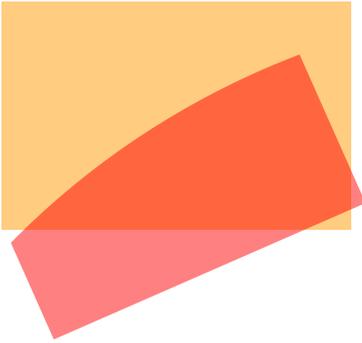
- Permettre aux participants de s'approprier de la démarche GAR et les principaux outils de sa mise en œuvre (cadre logique, formulation des indicateurs de performance, les sources et les moyens de vérification, formulation des hypothèses et risques) ;
- Permettre aux participants de s'approprier de la démarche BAR et les principaux outils de sa mise en œuvre, à savoir : le DPBEP, le DPPD-PAP, le Rapport de suivi trimestriel (RST), le Rapport Annuel de Performance (RAP), la lettre de mission (LM), le Contrat Annuel de Performance (CAP) et la Charte de Gestion Ministérielle (CG) ;
- Connaître le processus et les acteurs impliqués dans l'élaboration de chacun des outils ;
- Cerner le positionnement des différents outils dans le processus de préparation du budget.

9. CPS-SCJ : Des initiatives marquantes pour améliorer la quali-

té des données du secteur.

Du 1^{er} avril au 30 juin 2025, la CPS/SCJ a été au cœur des efforts de consolidation des activités du Système Statistique National. Plusieurs événements importants ont rythmé ce trimestre, traduisant une volonté de professionnalisation accrue dans la collecte, l'analyse et l'exploitation des données statistiques.

Ainsi, la structure a participé à la collecte des données dans le cadre de la revue annuelle 2025 du SDS 2020-2024 ; la formation des points focaux du KHI-DEUX, du 14 au 18 avril 2025 au Mémorial Modibo Keita de Bamako ; l'examen et la validation de la fiche de collecte des données du plan d'action du SDS4 en cours d'élaboration. Ces activités démontrent l'engagement constant de la CPS/SCJ pour un système statistique national efficace, mieux outillé et résolument tourné vers l'amélioration des politiques publiques à travers des données fiables et accessibles.



ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)



Centrale solaire de Finkolo Ganadoukou

10. CPS/SME : Supervision des projets et programmes du secteur Mines et Energie

Dans le cadre de ses activités régaliennes, la CPS du secteur Mines et Energie (SME) a organisée trois (03) missions de supervision avec l'Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale, l'Agence des Energies Renouvelables, la Direction Nationale de la Géologie et des Mines, dans les régions de Kayes, Bougouni, Sikasso et Koulikoro. L'objectif est de faire le suivi des projets et programmes et faire un état de lieux des activités en cours, relevant ainsi le niveau de réalisation, les difficultés rencontrées,

les contraintes ainsi que les atouts en vue de formuler des éventuelles recommandations pour l'amélioration des performances.

- Organiser des entretiens avec les autorités administratives, politiques, traditionnelles et avec les comités de gestions des infrastructures, les associations des bénéficiaires etc ;

- Visiter les réalisations (investissements) sur le terrain (dans la localité concernée) en compagnie d'un représentant des bénéficiaires du projet et du Chef de projet ou son représentant ;

- Organiser des entretiens avec le Chef de projet ou son représentant et éventuellement collecter et

exploiter certains de leurs documents de gestion.

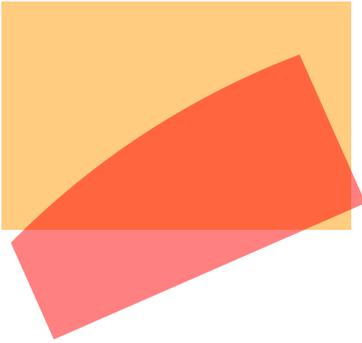
Elle a également participé :

- Formation sur le suivi et évaluation Axés sur le résultat ;

- Atelier de démarrage du processus de mesures de l'indice de gouvernance en nutrition au Mali ;

- Atelier de Validation du projet de document de la politique nationale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle ;

- Atelier de validation des rapports provisoires (L1, L3, L5) et l'analyse de l'arrangement institutionnel du système MRV de la CDN intégrée du Mali.



ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population (DRPSIAP)

Les DRPSIAP sont, entre autres, pour missions :

- collecter, centraliser et traiter les documents et information relatifs à la planification du développement dans la région ;
- mettre à la disposition des organismes publics et des privés les informations statistiques et des services informatiques ;
- collecter, centraliser, interpréter, traiter et diffuser l'information statistique sur les prix et les revenus des ménages au niveau de la région.

1. DRPSIAP Bamako : Collecte de données sur les Déchets Solides Municipaux du district

La DRPSIAP du District de Bamako a réalisé la Collecte de données statistiques sur les Déchets Solides Municipaux dans les dépôts de transit. L'enquête s'est déroulée du 14 au 28 mai 2025 dans les six (06) commune du District de Bamako. La collecte avait pour objet de : Identifier les

points de décharge dans le district de Bamako ; Recenser les principales décharges de la ville ; Collecter la quantité de déchets journaliers, hebdomadaires déposés au sein des dépôts de transit.

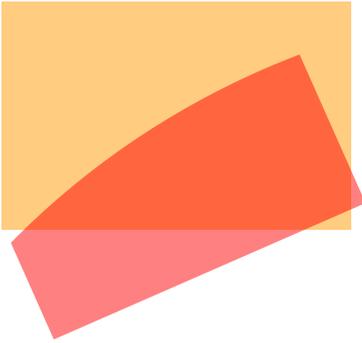
La méthodologie consistait à faire un recrutement sur place des agents pour faire la collecte dans les lieux indiqués. La collecte est faite avec la tablette et a commencé par l'identification, le dénombrement des dépôts de transit

de la localité, la collecte est effectuée directement en postant l'enquêteur au niveau du dépôt de transit très tôt le matin pendant une journée en vue de pointer l'acheminement des déchets sur la fiche de pointage. L'enquête était financée par l'INSTAT à travers le PHASAOC.

Elle a aussi organisé, le mardi 27 Mai 2025, un atelier de partage des Plans opérationnels de travail (POT) du District de Bamako et de la région de Nara.



DRPSIAP du District de Bamako



Les DRPSIAP représentent des démembrés du SSN au niveau régional. Elles participent, entre autres, à la collecte, la centralisation, l'interprétation, le traitement et la diffusion de l'information statistique...

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

2. DRPSIAP KAYES : Les sessions du cadre de concertation régionale.

La DRPSIAP- KAYES a participé à l'atelier d'échange avec la mission de vérification de la mise en œuvre des fonds de dotation conditionnelle de performance au niveau des communes partenaires du PDREAS bénéficiaires desdits fonds. Cet atelier organisé le 23 mai 2025 par le gouvernorat à travers l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) avait pour objectif :

- Identifier les difficultés de décaissement du fonds de dotation conditionnelle de performance ;
- Déterminer les sites en retard dans la mise

- en œuvre des projets ;
- Veiller au respect des calendriers d'exécution des projets ;
- Déterminer les sous projets réceptionnés.

A la même période, la structure a participé à la première réunion de la commission de veille tenue le 28 mai 2025 dans la salle de conférence du Gouvernorat de Kayes. Cette rencontre avait comme objectif d'informer les membres de la commission sur le bilan des inondations 2024, la prévention et la gestion des inondations 2025 et l'information sur le projet de résilience urbaine de Bamako (PRUBA).

Sur le même registre, elle a participé du 12 au 14 Juin 2025 à un atelier régional de planification du pro-

gramme de renforcement de la résilience dans les zones frontalières Guinée-Mali-Sénégal. Cet atelier, organisé par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation Malienne et la Commission Nationale Sénégalaise de Gestion des Frontières avec l'appui de la GIZ, a regroupé les autorités administratives, politiques, les structures techniques des deux régions de Kayes du Mali et de Tambacounda du Sénégal et le partenaire technique et financier la GIZ. Il avait pour objectif principal d'opérationnaliser le plan d'actions pour la zone transfrontalière Kayes-Bakel, c'est-à-dire identifier les acteurs clés, les activités et les outils nécessaires à sa mise en œuvre efficace.



Photo de famille des participants à l'atelier régional de planification du programme de renforcement de la résilience dans les zones frontalières Guinée-Mali-Sénégal

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

3. DRPSIAP Koulikoro : Les résultats du RGPH5 restitués aux acteurs aux développement

Encadré :

Le dénombrement de la population pour le RGPH5 a eu lieu en juin 2022. Les résultats disponibles sur le site web de l'INSTAT (www.instat-mali.org). Ils offrent une vision détaillée et désagrégée par région de notre réalité socio-économique, mettant en lumière des enjeux tels que la fécondité, la mortalité, la nuptialité et l'état matrimoniale, la migration, ou encore la protection des populations vulnérables (situation des enfants, situation des jeunes, situation des femmes, situation des personnes âgées, situation des personnes vivant avec un handicap, situation des personnes atteintes d'albinisme).

La DRPSIAP de Koulikoro a coorganisé, avec l'INSTAT, un atelier régional de dissémination des résultats du Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5). Ces travaux, qui ont eu lieu les 23 et 24 juin 2025 dans l'enceinte du gouvernorat, ont mobilisé une cinquantaine de participants venus des structures techniques de l'administration publique, des organisations de la société civile et des collectivités territoriales, de la presse.

La cérémonie d'ouverture dudit atelier a été présidée par le Conseiller aux Affaires Economiques et Financières (CAEF) du gouverneur, commandant Sagaba SAMAKE.

Il avait à ses côtés le maire de la commune urbaine de Koulikoro, Ali Moussa TAMBOURA, et le Directeur Général de l'INSTAT, Dr Arouna SOUGANE. Souhaitant la bienvenue aux participants, le maire TAMBOURA a salué le travail abattu par l'INSTAT et la DRPASIAP (Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population)

de la région de Koulikoro dans la réalisation du RGPH5. Il a, en outre, apprécié l'initiative de cette session de dissémination des résultats dans sa localité.

Le DG de l'INSTAT, de son côté, a exprimé sa « profonde gratitude » aux autorités administratives et politiques de la région, pour l'accueil chaleureux réservé à sa délégation, ainsi que la pleine participation du gouvernorat de Koulikoro et ses services techniques dans la réalisation du RGPH5. Pour le CAEF du gouverneur de Koulikoro,

commandant Sagaba SAMAKE, qui représentait le gouverneur le colonel Lamine Kapory SANOGO, la réalisation du RGPH5 exprime l'engagement des plus hautes autorités en pays en faveur du développement humain durable.

En marge dudit atelier, le Directeur général de l'INSTAT a remis au représentant du gouverneur un lot de documents comprenant un rapport de chacune des dix-sept rapports d'analyses thématiques réalisées. Cet atelier a été rendu possible grâce au financement de l'UNFPA.



Une photo de famille des participants de l'atelier de dissémination des résultats du RGPH5 à Koulikoro

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

4. DRPSIAP de SIKASSO : Une étude réalisée, de concert avec l'OIM, sur les besoins et opportunités des femmes en situation de mobilité.

La DRPSIAP de Sikasso a appuyé, du 13 au 18 juin 2025, l'Organisation Internationale pour la Migration dans la réalisation d'une étude sur les besoins et les opportunités socio-économiques des femmes en situation de mobilité. Cette étude en cours dans les régions de Kayes et Sikasso couvre également les conditions de travail des femmes, la protection des femmes face aux VBG et l'assistance psychosociale dans un

contexte impacté par les changements climatiques.

L'objectif général de l'étude est de comprendre les besoins spécifiques des femmes vivant dans les zones fortement affectées par les changements climatiques, notamment dans les régions de Kayes et Sikasso. Elle met l'accent sur les besoins et les opportunités socio-économiques des femmes, mais aussi leurs conditions de travail en tenant compte des besoins de protection contre les violences basées sur le genre (VBG). L'assistance psychosociale est également un volet de cette étude qui vise à susciter des interventions efficaces aux profit des populations cibles.

L'enquête permet de : Identifier les besoins socio-économiques des femmes dans les zones impactées par les effets du changement climatique ; évaluer les opportunités économiques disponibles pour ces femmes ainsi que les mécanismes d'adaptation et de résilience ; analyser les conditions de travail des femmes dans ces zones ; déterminer les besoins en protection et en assistance psychosociale.

La méthodologie de l'enquête est l'approche mixte par l'utilisation de méthodes qualitatives et quantitatives de collecte (enquête, entretiens, groupes de discussion). Financé par l'OIM, l'enquête a concerné les femmes/adolescentes en situation de mobilité.

L'assistance psychosociale est également un volet de cette étude qui vise à susciter des interventions efficaces aux profit des populations cibles.



Sikasso est la 3ème région administrative du Mali

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

5. DRPSIAP Ségou : Des actions intensives pour le développement local et la gouvernance régionale

la DRPSIAP de Ségou a mené plusieurs activités clés du 1^{er} avril au 30 juin 2025. Objectif : renforcer la planification locale et améliorer le suivi de la décentralisation dans la région.

Au cours du deuxième trimestre 2025, la DRPSIAP de Ségou s'est distinguée par une série d'initiatives visant à renforcer les capacités de planification et de gestion des collectivités territoriales. Parmi les activités phares figurent deux études diagnostics de

Plans de Développement Économique, Social et Culturel (PDESC) : celles des communes rurales de Kéméni et de Markala. Ces études diagnostics, réalisés respectivement du 1^{er} au 15 avril à Kéméni et du 3 au 17 mai à Markala, ont permis de dresser un état des lieux des secteurs de développement locaux et d'identifier de nouvelles opportunités d'action. Le financement a été assuré par l'ONG Save the Children pour la première étude à hauteur de 375.000 F CFA et par le budget communal pour la seconde étude qui s'élevait à 500.000 F CFA.

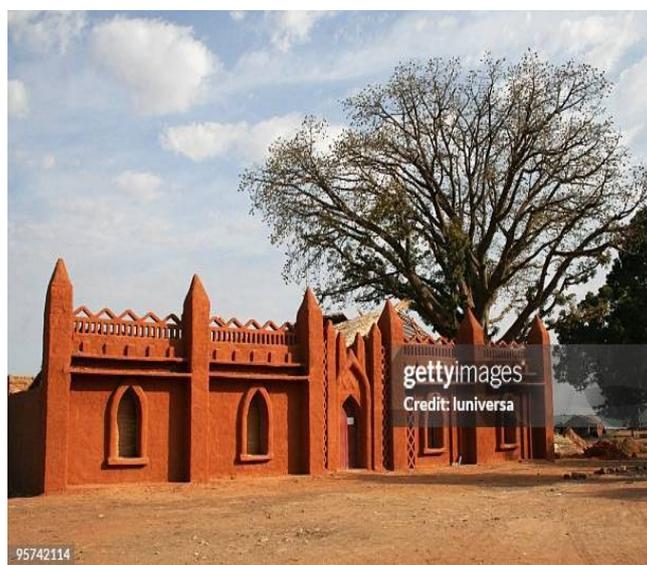
Dans le cadre du suivi de la politique nationale de décentralisa-

tion, Aussi, la DRPSIAP a piloté la collecte de données et la production du rapport régional sur le Document Cadre de la Politique Nationale de Décentralisation (DCPND). Cette activité, réalisée entre le 1^{er} avril et le 30 mai pour un coût total de 4.200.000 FCFA, a été validée lors d'une session du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD).

L'accès à l'information restant un levier essentiel du développement, la DRPSIAP a mis à disposition des données statistiques à l'intention de différents utilisateurs et usagers, tout au long du trimestre. En parallèle, elle a mené une vaste opération de collecte et d'enregistrement des indicateurs de la décentralisation dans la base de données de l'Outil Informatisé de Suivi et d'Évaluation (OISE). Ce processus, piloté par les Services Locaux de Planification au niveau des cercles, vise à doter la région d'indicateurs fiables pour un pilotage efficace de la décentralisation.

Ces efforts démontrent une volonté claire des autorités régionales de renforcer la planification territoriale, l'efficacité des politiques publiques et la transparence dans la gouvernance locale.

Au cours du deuxième trimestre 2025, la DRPSIAP de Ségou s'est distinguée par une série d'initiatives visant à renforcer les capacités de planification et de gestion des collectivités territoriales



Ségou, ville à la fois historique et culturelle

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

6. DRPSIAP de Mopti : La 1^{ère} session 2025 du CROCSAD a vécu

La DRPSIAP de Mopti avec le Gouvernorat de la région de Mopti ont organisé la 1^{ère} session ordinaire du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions du Développement (CROCSAD) 2025.

Cette session s'est déroulé, les 23 et 24 avril 2025 salle de réunion du Gouvernorat de la région. Cette session avait pour but de :

- Informer les acteurs sur la problématique de mobilisation des Droits de tirage à temps par les collectivités territoriales ;

- Valider le bilan de production 2024 du Conseil régional de Mopti ;

- Mettre à jour et valider les indicateurs du Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation (DCPND) ;

- Valider les projets d'investissement à soumettre aux financements du fonds national d'Appui aux Collectivités territoriales (ANICT).

Les sessions ordinaires du CROCSAD sont organisées deux (2) fois par an, suivant un calendrier fixé par l'Arrêté n°2023-3031 MATD-SG du 10 octobre

2023. Il vise à impulser le développement socio-économique et culturel de la région ; d'assurer le suivi des activités mises en œuvre ; et de contrôler le respect des engagements souscrits par les différentes parties impliquées. La présente session a été financée par le fonds additionnel du Conseil régional de Mopti. Elle a regroupé les membres statutaires du CROCSAD notamment les services techniques de l'Etat dans la région et les faitières des collectivités et de la société civile, les représentants des Partenaires Techniques et Financiers.



La pêche est l'une des principales activités économiques à Mopti

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

7. DRPSIAP Tombouctou : Validation du Plan de travail annuel 2025 du CPD 2020-2025.

La DRPSIAP- de Tombouctou a organisé un atelier de validation PTA 2025 du CPD 2020-2025. Cet atelier s'est déroulé le 15 mai 2025 à Tombouctou dans la salle de conférence de l'UNICEF. L'objectif est de rencontrer les parties prenantes du programme au niveau régional pour partager les Plans Opérationnel de travail (POT 2025) de tous les piliers du programme en vue de faciliter leur appropriation, renfor-

er la redevabilité et d'accélérer la mise en œuvre de ces plans d'ici la fin 2025. La revue stratégique 2024 a validé ces priorités et a permis de finaliser le Plan de Travail Annuel (PTA) 2025, signé le 3 janvier 2025. Pour répondre aux besoins spécifiques des enfants et aux réalités locales, ce plan a été décliné en Plans Opérationnels de Travail (POT) pour les 19 régions et le district de Bamako. Les résultats attendus

- Les membres de la mission et les autorités régionales comprennent davantage les priorités et leur niveau de redevabilité ainsi que les attentes à leur égard pour une

mise en œuvre de qualité des POT 2025 ;

- Les participants sont imprégnés du processus d'élaboration du PTA et des POT notamment son caractère participatif et inclusif ;

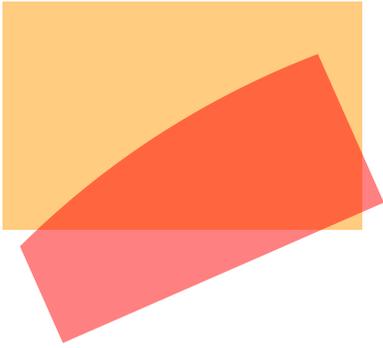
- Les membres des coordinations régionales ont une meilleure compréhension des enjeux liés à la mise en œuvre des POT en 2025 ;

- Les autorités régionales et membres des coordinations régionales disposent des POT 2025 validés.

Financé par l'UNICEF, cette session a enregistré la participation de l'administration, les collectivités, les services techniques, les agences de développement.



Les supervisions nationales et régionales sont des moyens rigoureux pour garantir la qualité des données d'enquêtes, de recensements et d'études statistiques



La programme de Gouvernance Locale redevable (PGRL+ 2021-2026) se focalise sur la participation inclusive et efficace des jeunes dans les mécanismes de gouvernance locale, en mettant un accent particulier sur la redevabilité sociale des jeunes et des responsables publics

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

8. DRPSIAP de GAO : Participation au dépouillement des dossiers du concours de transparence entre les communes partenaires de PGLR+ (Edition 2024)

La DRPSIAP de Gao a activement participé à l'atelier pour le dépouillement des dossiers du concours de transparence entre les communes partenaires de PGLR+ (Edition 2024) dont elle assurait le reporting. Cet atelier s'est déroulé, du 08 au 09 avril à Gao dans la salle de conférence annexe du Gouvernorat de Gao. Faire le dépouillement des dossiers des communes postulantes afin de les attribuer des points en fonction des critères de transparence ou de performance établis par le projet.

Financée à hauteur de 21 millions d'euros par l'ambassade du royaume des Pays-Bas au Mali, la deuxième phase du programme de Gouvernance Locale redevable (PGRL+ 2021-2026) a débuté le 1^{er} avril 2021 pour une période de mise en œuvre de cinq années. Le programme

est exécuté par un consortium de quatre ONG néerlandaises (SNV, Oxfam Novib, Fondation V4T et CORDAID) dont le lead est assuré par la SNV dans plusieurs régions du Mali dont celle de Gao.

Le programme compte également neuf partenaires de mis en œuvre dont CRADE, GARDL et NOHO pour la région de Gao.

Le programme se focalise aussi sur la participation inclusive et efficace des jeunes dans les mécanismes de gouvernance locale, en mettant un accent particulier sur la redevabilité sociale des jeunes et des responsables publics ;

9. DRPSIAP de Kidal Renforcement des capacités pour une meilleure gouvernance statistique

Dans le cadre de la modernisation du système statistique régional, la DRPSIAP de Kidal a organisé deux ateliers de formation entre avril et juin 2025. Ces sessions ont visé à

outiller les points focaux pour une meilleure maîtrise des outils de collecte et de saisie de données.

La structure a notamment concentré ses efforts sur le renforcement des compétences de ses agents, dans une optique d'efficacité et de fiabilité du système d'information statistique régional.

Le premier atelier, tenu du 2 au 4 avril 2025, a réuni les points focaux du comité préparatoire à la revue du SDS. L'objectif était de leur permettre de maîtriser les outils numériques de collecte ainsi que l'application de saisie des données. Cette session s'est révélée cruciale pour moderniser les processus de recueil de l'information sur le terrain.

Un second temps fort s'est déroulé du 14 au 18 avril 2025 au Mémorial Modibo Keita de Bamako, dans le cadre de la préparation du bulletin trimestriel KHI-DEUX. Cette formation ciblée visait à familiariser les participants avec le nouveau questionnaire de collecte, garantissant ainsi une remontée d'informations plus cohérente et harmonisée.

Ces ateliers ont eu un impact immédiat sur le renforcement des compétences internes.

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

10. DRPSIAP-TAOUDENNI

Validation du Plan Opérationnel de Travail régional 2025 du programme de coopération Mali-UNICEF

La DRPSIAP a organisé un atelier pour la validation du plan opérationnel de travail 2025 de la coopération Mali-UNICEF. Cet atelier a eu lieu le 15 Mars 2025 à Tombouctou dans la salle de conférence de l'UNICEF.

L'atelier de partage du (POT) a été financé par l'UNICEF et a regroupé les leads des piliers, les points focaux Unicef de chaque service technique, le parlement des enfants, la jeunesse et les ONG. Il a pour Objectif général de partager formellement les (POT) 2025 de tous les piliers du programme avec les parties prenantes du programme au niveau régional pour leur en vue faciliter leur appropriation, renforcer la redevabilité et d'accélérer la mise en œuvre de ces plans d'ici la fin 2025.

11. DRPSIAP-de Ménaka :

Suivi social et résilience humanitaire auprès des déplacés internes de la région

Durant le deuxième trimestre 2025, la DRPSIAP de Ménaka a joué un rôle central dans la mise en œuvre de la quatorzième édition de l'Enquête Modulaire Permanente auprès des Ménages (EMOP), un dispositif essentiel de suivi socio-économique au Mali.

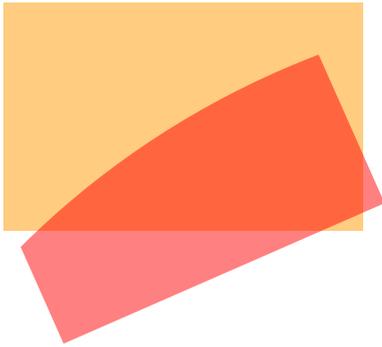
La première étape de ce processus a été la formation d'agents supplémentaires, du 7 au 21 avril 2025 à Bamako. Cette session avait pour objectif de doter de nouvelles recrues des compétences nécessaires à la collecte de

données dans des environnements complexes, notamment les camps et sites accueillant des déplacés internes. Ces agents constituent un renfort indispensable pour couvrir l'ensemble des zones concernées par l'enquête.

Dans la foulée, la collecte des données EMOP-PDI (Personnes Déplacées Internes) s'est déroulée dans la commune de Ménaka au cours du mois d'avril. Cette opération visait à établir un état des lieux précis des conditions de vie des déplacés, afin d'informer les politiques publiques et les interventions humanitaires. Enfin, un deuxième passage de collecte a été réalisé à partir du 26 mai 2025 dans la région de Ménaka, dans le cadre de l'EMOP 2025.



Une équipe de l'EMOP sur le terrain



ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Observatoires

Au Mali, nous avons :

- L'Observatoire National pour l'Emploi et la Formation (ONEF) ;
- L'Observatoire des Transports (OT) ;
- L'Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD/LCP) ;
- L'Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD) ;
- L'Observatoire National de l'Industrie (ONI) ;
- L'Observatoire National des politiques des villes ;
- L'Agence de Veille et d'Alerte pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AVASAN)

1. ONEF : Renforcer la connaissance sur le marché du travail malien

Le Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail, publié en avril 2025, porte sur les données du premier trimestre. Il synthétise l'évolution des indicateurs économiques et sociaux, en particulier en matière d'emplois publics et privés. Les données ont été collectées auprès de multiples sources : ministères, agences, directions régionales, et structures de défense et sécurité.

Autre temps fort du trimestre : la 1ère édition du forum JOB CLUSTER, organisée les 19 et 20 juin 2025 au CICB. L'ONEF a mis en synergie ses travaux avec ceux des ONG ouvrant dans la création d'une base de données sur les ONG actives dans l'emploi et la formation au Mali.

En marge du forum JOB CLUSTER, l'ONEF a fourni un appui technique au Ministère de l'entrepreneuriat national. Cet appui a consisté en une enquête auprès des ONG actives sur la période 2022-2024. Objectifs : mesurer le volume d'emplois générés, évaluer les actions de formation, identifier les besoins des ONG.

2. ODHD/LCP : Des mesures de surveillance pour mieux comprendre la pauvreté et la combattre

Au deuxième trimestre 2025, l'ODHD/LCP a œuvré à la production de connaissances en matière de développement socioéconomique. Les initiatives ont porté surtout sur

une analyse multidimensionnelle de la pauvreté des enfants, une étude sur l'accès aux infrastructures, ainsi que la transformation structurelle de l'économie locale. Retour sur les principaux jalons.

L'une des actions majeures fut la mise en œuvre de l'étude N-MODA 2024, soutenue par l'UNICEF. Ce travail a mobilisé plusieurs structures partenaires (INSP, CPS Éducation, INSTAT) et s'est appuyé sur des bases de données nationales (EMOP 2023, EDSM 2023-2024). L'objectif était de mesurer la privation des enfants selon plusieurs dimensions - santé, éducation, protection.

L'ODHD a également contribué à la capitalisation des résultats issus des ateliers régionaux de dissémination du Profil socioéconomique des communes du Mali, édition 2024. Ce document stratégique, publié en mai, fournit une radiographie complète des conditions de vie à l'échelle communale, notamment l'accès à l'eau potable, à l'électricité, à l'éducation ou aux soins de santé. L'étude a mis en lumière des inégalités notables entre communes très pauvres et non pauvres.

Une étude inédite a été préparée sur la production artisanale de l'or et son impact sur le bien-être des populations. Une mission exploratoire a été effectuée dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Bougouni.

Une autre étude a porté sur l'analyse de la proximité des localités aux réseaux routiers. En exploitant les données du Profil des communes, l'ODHD a identifié des zones enclavées, dont l'amélioration de l'accessibilité pourrait significativement réduire la pauvreté locale.

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les Observatoires



Mission exploratoire des sites d'orpillage

La mission principale des observatoires est de faire des études et de la recherche afin de fournir aux décideurs et aux usagers des informations fiables et régulièrement actualisées sur leurs domaines.

Enfin, une étude a analysé les initiatives communales de transformation économique. Objectif : identifier les bonnes pratiques favorisant l'amélioration durable des conditions de vie et la résilience des communautés.

3. ONDD : Des efforts intensifs pour la sensibilisation et le renforcement des capacités

Au deuxième trimestre 2025, l'ONDD s'est activement engagé dans plusieurs actions structurantes pour promouvoir l'intégration du dividende démographique dans la planification du développement au Mali. Ces activités ont visé à renforcer les capacités des acteurs nationaux et régionaux, restituer les résultats d'études stratégiques et soutenir des dynamiques de coopération multisectorielle.

Du 8 au 11 avril 2025, l'ONDD a organisé à Kayes une session de renforcement des capacités sur l'intégration du dividende démographique dans les Plans de Développement Économique, Social et Culturel. À travers cette formation, 25 cadres nationaux et régionaux

ont été outillés sur la mesure et l'analyse du dividende démographique ainsi que sur sa relation avec les ODD. Il s'agissait de leur fournir les outils pour une meilleure prise en compte des dynamiques démographiques dans les politiques locales.

Dans la continuité, deux ateliers de restitution ont eu lieu à Ségou (4 juin) et Mopti (25 juin 2025) avec l'appui de l'UNFPA. Ces rencontres ont permis de partager avec plus de 60 acteurs régionaux les conclusions des études sur les six dimensions du dividende démographique, la Budgétisation Sensible au Dividende Démographique (BSDD) et l'indice genre de suivi du DD.

Du 7 au 9 mai 2025, un atelier national sur le travail de soins non rémunéré s'est tenu à Bamako, en partenariat avec ONU Femmes. L'objectif était d'améliorer la compréhension des enjeux liés aux soins non rémunérés – majoritairement assurés par les femmes – et de sensibiliser sur leur poids dans l'économie et les politiques sociales. Une étape importante pour une meilleure reconnaissance du travail invisible et de ses impacts sur l'autonomisation économique des femmes.

ACTUALITE DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Les écoles de statistique

1. CFP-STAT: Des ambitions pour la création d'un cycle supérieur de formation en statistique au Mali

Le Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT) du Mali intensifie les initiatives visant à parvenir à la création d'une école supérieure de formation en statistique. Ainsi, au deuxième trimestre 2025, la structure a organisé des missions d'échange et de coopération dans certains pays africains abritant des écoles similaires.

La structure a mené deux initiatives majeures en faveur du développement de l'enseignement statistique au Mali et de la professionnalisation des ressources humaines du SSN. D'une part, le centre a entrepris des missions d'échange et de coopération avec trois écoles statistiques africaines: l'ENAM du Bénin (du 27 avril au 1er mai), l'ENSAE du Sénégal (du 4 au 8 mai) et l'ENSTAT-INS du Niger (du 18 au 22 mai). Objectif principal: renforcer les relations de partenariat avec ces institutions de renom,

et s'inspirer de leurs expériences pour poser les bases de la création d'un cycle supérieur de formation en statistique au Mali, allant jusqu'au niveau Licence et Master.

La délégation du CFP-STAT, accompagnée par les directions générales des écoles visitées, a mené des présentations institutionnelles, des entretiens approfondis et des visites d'infrastructures pédagogiques. Ces échanges ont permis de récolter des informations utiles sur l'organisation, les contenus et les dispositifs de formation des écoles supérieures de statistique de la région.

D'autre part, le CFP-STAT a organisé, du 16 au 27 juin 2025, une session de formation des agents non statisticiens travaillant dans les structures du SSN. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du deuxième volet d'un programme de renforcement des capacités. L'étude préalable menée par le CFP-STAT avait mis en évidence un déficit notable de compétences en statistique chez de nombreux agents affectés à des tâches statistiques sans formation adéquate. Ce constat a motivé la mise en œuvre d'une formation pour pallier ces insuffisances.



Conseil d'Administration du CFP-STAT

PUBLICATION - CHIFFRES - RESULTATS - INDICATEURS

Liste des publications du SSN au 2ème trimestre 2025

Nom Publication	Indicateurs	Structure
Indice des produits et Matériaux de Construction de mars 2025	- Valeur de l'indice et sa variation - Taux d'Inflation - Prix moyen des produits alimentaires	INSTAT
Produit Intérieur Brut 4è trimestre 2024	- Valeur de l'indice et sa variation	INSTAT
Note méthodologique d'élaboration des Comptes Nationaux Trimestriels	Taux produit intérieur brut, taux de la valeur ajoutée pour les différents secteurs différents	INSTAT
Série du PIB pour la période 2004-2024	Variation des indicateurs de l'économie nationale	INSTAT
Indice du commerce extérieur des marchandises.	- Importations trimestrielles de marchandises, par grand groupe de produits (millions en de FCFA) ; - Importations des pays de la CE-DEAO (millions de FCFA)	INSTAT
Bulletin des statistiques du commerce extérieur 4è trimestre 2024	- Importations trimestrielles de marchandises, par grand groupe de produits (millions en de FCFA) ; - Importations des pays de la CE-DEAO (millions de FCFA)	INSTAT
Livrets Hommes/ Femmes au Mali (2017, 2020-2015 et 2024.)	- Taux d'accroissement annuel moyen ; - Indice Synthétique de Fécondité ; - Taux de célibat définitif	INSTAT
Rapport annuel de l'E-MOP 2024	- Taux d'accès des ménages à l'eau potable ; - Part de la population vivant dans un rayon de 5km d'un centre de santé fonctionnel ; - Proportion de la population ayant accès à l'électricité	INSTAT
Rapport sur le Profil Socioéconomique des communes 2024	- Pourcentage de localités ayant accès au réseau d'eau potable - Pourcentage de localités avec utilisation du Compost ; - Pourcentage de localités avec Magasin de stockage de 30 tonnes	ODHD-LCP

PUBLICATION - CHIFFRES - RESULTATS - INDICATEURS

Communiqué de Presse

Le PIB est mieux qu'espéré au premier trimestre 2025 avec une croissance positive de 1,2%

Au Mali, la richesse créée par l'activité économique globale au 1^{er} trimestre 2025 affiche une hausse de 1,2% par rapport à son niveau du même trimestre en 2024 au cours duquel il a progressé de 4,2%. Selon une note publiée à cet effet par l'Institut National de la Statistique (INSTAT), cette évolution économique favorable est due à la performance du primaire (+7,2%) et dans une moindre mesure de celle du tertiaire (+1,0%).

Le secteur primaire progresse de 7,3%

Le primaire est le secteur qui s'est mieux comporté avec une croissance robuste de 7,3%, même si ce niveau de progression est inférieur à celui du même trimestre en 2024 (+15,4%). Néanmoins, cette performance acquise au titre du 1^{er} trimestre 2025 s'explique par la bonne tenue de toutes les branches, notamment « la Culture et égrenage de coton » (+46,5%), « l'Agriculture Vivrière » (+6,8%), « l'Elevage-Chasse » (+5,5%), « la Sylviculture » (+5,3%) et « pêche » (+2,0%). Ces résultats encourageants sont attribuables, d'une part aux anticipations d'une bonne campagne agricole en lien avec l'espoir que suscite la mise en œuvre continue des mesures de soutien aux producteurs, d'autre part, aux effets induits des quantités exceptionnelles de précipitations enregistrées pendant l'hivernage passé, favorables à la production agricole.

La valeur ajoutée du secteur secondaire chute de 2,1%

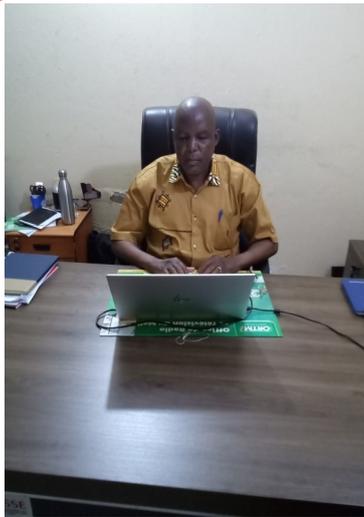
En revanche, le secteur secondaire recule de 2,1% par rapport à la même période en 2024, malgré la reprise de la production d'électricité. La contraction de la valeur ajoutée du secteur secondaire est principalement alimentée par le reflux de la production d'or en partie lié à l'arrêt de la production de la mine « Loulo-goukoto », qui influe négativement sur la croissance de la branche « Extraction de minerais métalliques » (-7,4%). Le recul de cette dernière branche est quelque peu compensée par le démarrage de la production de lithium depuis le début d'année 2025. La branche « Industrie textile » s'inscrit dans le même registre avec une croissance de -7,0% du fait essentiellement de la production instable de la COMATEX. Quant au secteur tertiaire, il croit de 1,0% par rapport au même trimestre de 2024 au titre duquel sa croissance est évaluée à 6,4%.

Pour plus d'informations :

<https://instat-mali.org/fr/publications/produit-interieur-brut-pib->

L'INVITE DU TRIMESTRE

Anaya SAGARA, Chef de l'Unité Planification et Suivi Evaluation : « Le PNVBG utilise les données de l'INSTAT pour toutes les questions de genre au Mali »



M. Anaya SAGARA, Chef de l'Unité Planification et Suivi Evaluation

Créé par la Loi N°2019-014 du 03 juillet 2019, le PNVBG est un service central rattaché au Secrétariat général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Il a pour mission la prévention, la coordination, le suivi et l'évaluation pour l'abandon des violences Basées sur le Genre au Mali. Pour les expériences d'utilisation de la statistique par cette structure, nous avons interrogé le chef d'unité Planification et Suivi Evaluation.

Bulletin KHI-DEUX : Quelle expérience avez-vous en matière des statistiques officielles du Mali ?

M. Anaya SAGARA : dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre et en l'absence d'une base de données nationale fonctionnelle sur le VBG, le Programme utilise beaucoup les statis-

tiques officielles pour étayer l'ampleur du phénomène. Ainsi, nous utilisons surtout de façon récurrente les données des différentes Enquêtes Démographiques de Santé au Mali (EDSM), du Recensement de la Population et de l'Habitat (RGPH) et de l'Enquête de Grappe à Indicateurs Multiples (MICS). Bien sûr, pour d'autres raisons, nous pouvons explorer les données des études de l'Institut National de la Statistique qui est une structure habilitée à produire des données officielles. Il faut noter que le Programme utilise les données de l'INSTAT pour toutes les questions de genre et VBG au Mali.

Quelle appréciation faites-vous des dispositifs d'accès des données produites par le Système Statistique National ?

Beaucoup d'efforts sont fournis pour informer les populations à travers les données. L'INSTAT étant

une structure nationale habilitée à mener des études dans tous les domaines de la vie publique, nous ne pouvons que vous encourager sur ce que vous faites. Le document est bien présenté accessible à toutes les sensibilités et l'exploitation est aisée.

Selon vous, quels sont les facteurs qui peuvent être un frein à l'utilisation des statistiques au Mali ?

Comme facteurs pouvant être un frein à l'utilisation des statistiques au Mali, on peut retenir :

- La non dissémination des données des études aux acteurs pour une meilleure interprétation ;
- La non disponibilité des documents d'études en quantité suffisante ;
- La non disponibilité des documents d'études à temps ;
- La mauvaise interprétation des données.



Avenue du Mali , ACI 2000 IMM. MEF
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
x : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement
est notre passion



Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat-mali.org

Directeur de publication

Dr Issa BOUARE

Rédacteur en Chef

Seydou COULIBALY

Comité de rédaction

Harouna FOMBA

Mme MAIGA Ténin SAMAKE

Soumaïla DICKO

Mohamed N COULIBALY

Mariam KOURIBA

Diffusion

Mme BA Oumou DIALLO

Boubacar DEMBELE